

Quels défis pour le Forum social européen ?

Raffaella Bolini

Membre du Comité national de pilotage d'ARCI (Italie), membre du Conseil international du Forum social mondial et de son groupe de liaison*

En janvier dernier, le groupe d'organisations brésiliennes qui, dix ans auparavant, avait organisé le Forum Social Mondial (FSM), a invité plus de deux cents personnes du monde entier à Porto Alegre pour participer à un séminaire de quatre jours sur le bilan et les perspectives du processus des forums.

Le séminaire s'est tenu à l'intérieur du forum social régional de Porto Alegre ; 50 000 personnes y ont participé. Il a permis d'approfondir le dialogue entre les représentants d'organisations et mouvements sociaux de tous les continents à propos des crises multiples et globales que traverse l'humanité.

Début mars, à Bouznika, village côtier près de Casablanca, le forum social du Maghreb a organisé une rencontre internationale pour fêter les 10 ans du FSM ; 700 participants sont venus, non seulement de la région mais aussi de tout le Moyen-Orient, y compris d'Irak et du Yémen où est né le mouvement.

Le 22 juin, le deuxième forum social des États-Unis s'ouvrira à Détroit ; on y attend des milliers de participants venus de tout le pays et des centaines de l'étranger. Le forum social australien travaille, avec la société civile des Îles du Pacifique affectées par le changement climatique, à organiser un forum social du Pacifique, l'année prochaine.

Ce ne sont là que quelques exemples ; la liste est longue. En Asie, de nouveaux forums nationaux sont sur le point de voir le jour et, ces deux dernières

* ARCI est une association italienne de promotion sociale, indépendante et pluraliste, constituée en réseau, s'appuyant sur la citoyenneté active ; elle promeut la culture et la solidarité.

années en Afrique, il y a eu une explosion de forums nationaux. Naturellement, chacun reflète la réalité du pays et le niveau de maturité de la société civile locale, mais dans tous les cas, le processus du FSM s'élargit et comprend davantage de monde aujourd'hui qu'il y a dix ans.

Bien sûr, quiconque a entreteint l'illusion que Porto Alegre pouvait vraiment changer le monde en peu de temps s'est peut-être senti frustré. Ce miracle ne s'est pas produit, même si tous les présidents des nouvelles démocraties en Amérique latine continuent de dire qu'ils se considèrent comme résultant du FSM.

Pourtant, le FSM est actuellement le plus grand réseau d'organisations sociales sur toute la planète, et un instrument d'une importance fondamentale pour maintenir et renforcer les liens internationaux dans le monde entier pour tout militant social et démocrate où qu'il se trouve et quel qu'il soit.

La manifestation du Maghreb portait ce titre fort évocateur : «FSM : dix ans et pas une ride». Personne en Europe ne serait assez fou pour utiliser un tel slogan. Le Forum social européen (FSE) a beaucoup de rides et ce serait une bonne idée de commencer à les regarder de près.

La décision d'aller à Istanbul était bonne. À cause des grandes différences culturelles, sociales, et même linguistiques, il est très difficile au niveau européen de prendre vraiment part au travail du comité organisateur en Turquie. Pourtant le FSE de juillet 2010 peut jouer un rôle important, au moins dans le pays d'accueil.

Quand a été prise la décision d'aller à Istanbul, on pensait que le dialogue pour une solution pacifique de la question kurde débiterait très prochainement. Nous savons maintenant que ce n'est pas le cas : la résistance à l'intérieur des structures du pouvoir turc est forte, et le chemin est plus long et plus douloureux que nous le pensions. Mais comme les organisations kurdes l'ont récemment confirmé, la société turque connaît un vrai changement et le FSE peut apporter son aide à ceux qui jouent un rôle positif.

Les Européens et le Forum social mondial

Cependant la proposition de la Turquie n'a pas, jusqu'à présent, suscité une vague de réelle mobilisation européenne pour le FSE d'Istanbul. Malgré des efforts, il n'est pas évident que les nouvelles coalitions et les nouveaux mouvements sociaux qui se sont développés ces derniers temps (comme le mouvement Justice-Climat après l'irruption positive de Copenhague), utiliseront Istanbul pour construire un grand rassemblement.

Bien sûr, la situation est différente selon les pays et il est certain que la perspective italienne ne me fait pas considérer la situation de notre continent avec optimisme. Nous sommes tellement immergés dans nos crises tragique-

ment profondes, morales, culturelles et politiques que la grande majorité des militants et des organisations—y compris celles qui ont créé l'espace public européen le plus important à Florence en 2002—ne prêtent nullement attention au cadre international.

C'est une énorme erreur, et cela montre à quel point notre crise nationale est profonde. Les rapports internationaux ne sont pas un luxe réservé aux périodes favorables. Surtout lorsqu'il y a un tel manque d'idées et de perspectives; une énergie positive pourrait venir principalement de l'extérieur, en cette période où les nouvelles perspectives dans le monde se développent toutes au Sud.

La situation n'est pas la même dans toute l'Europe, mais la constante diminution de la présence des Européens aux rassemblements des FSM dans le monde entier nous dit que—à des degrés divers—la situation est la même sur tout notre continent.

Que nous arrive-t-il? Il sera indispensable de profiter d'Istanbul pour en débattre.

En réalité ce genre de débat sur la crise du FSE et sur ce que révèle cette crise est déjà ancien. L'assemblée préparatoire au FSE a consacré ces dernières années quelques séances spécifiques à cette question; sans doute l'erreur est-elle de le mener seul et en vase clos.

L'assemblée préparatoire au forum, même si elle est, en théorie, ouverte à tout le monde, n'accueille depuis longtemps que les organisations traditionnelles et désignées à cet effet; un petit nombre qui continue à assumer la responsabilité d'organiser le forum.

Il est nécessaire d'élargir l'éventail des participants à ce débat, d'abord en incluant les expériences de forums sociaux d'autres continents qui peuvent considérer la situation européenne de manière plus objective. Nous devrions demander, en retour, une sorte de solidarité du Sud envers le Nord à un moment où l'Europe a besoin d'aide.

Il sera nécessaire de trouver un moyen pour proposer cette discussion à un large éventail d'organisations sociales européennes, y compris celles qui ont quitté le processus ou qui ne sont plus convaincues de son utilité. Il faudrait aussi impliquer celles qui n'y ont jamais participé parce qu'elles sont nées plus tard, vivaient trop loin, ou le considéraient d'un œil défavorable.

Il sera également essentiel d'impliquer des intellectuels, des clubs de réflexion; des fondations politiques et culturelles, des progressistes et des gens de gauche qui dépensent leur énergie dans d'autres champs d'action, que ceux du militantisme social classique: dans les médias et la communication, dans la recherche et l'éducation, dans les sciences, la culture, les arts, etc. Il est probable que la plupart d'entre eux ne sont pas du tout intéressés par le débat sur le FSE. Mais nous pouvons probablement susciter l'intérêt de beaucoup de gens si nous les invitons à prendre part à un large dialogue approfondi et ouvert sur le déclin de l'Europe.

L'Europe dans la crise

Le déclin de l'Europe, tel est le vrai problème que nous devons affronter.

Le déclin de l'Europe n'est pas seulement le résultat de changements dans l'équilibre global du pouvoir. Le nouveau multilatéralisme déréglementé, où les pays euro-atlantiques sont dépassés par les pays émergents—le Brésil, l'Inde et la Chine—modifie les axes économiques et géopolitiques et met fin à la position centrale de l'Europe.

C'est un déclin éthique et culturel, un déclin des idées qui, en lien avec la crise stratégique et économique, produit un cercle vicieux très dangereux.

L'idée d'une Europe progressiste et unie n'était pas du tout neutre ; elle était fondée sur la démocratie et la justice sociale. Toute personne connaissant bien l'histoire de l'Europe souhaitait en mettre en avant les aspects positifs comme base possible pour un modèle de développement social.

Partout en Europe, le grand courant traditionnel des forces progressistes, en acceptant l'idéologie néolibérale, a démantelé le modèle social européen qui aurait pu constituer une alternative à l'effondrement du socialisme d'État et au capitalisme sauvage.

Parce qu'il poursuivait l'illusion d'une impossible combinaison entre le libre-échange et les garanties sociales, le camp européen autrefois progressiste a mis à bas le principal acteur de la protection sociale et de la cohésion sociale de nos sociétés : les travailleurs de la classe moyenne.

La classe moyenne des travailleurs, appauvrie, ressemble de plus en plus à son pendant aux États-Unis durant les deux générations Bush, avec des administrations qui pensaient répondre à l'insécurité dans laquelle elles mettaient les gens en faisant la guerre à l'extérieur et aux plus faibles de la société.

La réponse à l'insécurité est souvent le racisme et la guerre contre les pauvres. La compétition pour survivre produit l'individualisme et l'effondrement des liens communautaires. Les réponses aux manques de repères se trouvent souvent dans le consumérisme et le matérialisme sans code éthique.

En outre, une composante majeure du pouvoir—on a pu le voir clairement dans les guerres des Balkans—est prête à enfourcher n'importe quel mauvais cheval de bataille pour conserver ou conquérir le pouvoir.

En Europe, aujourd'hui, un très grand nombre de politiques renoncent à leur rôle éducatif et laissent s'exprimer les instincts les plus régressifs d'une population inquiète.

Les États-Unis ont probablement atteint le stade ultime de l'appauvrissement interne et maintenant ils tentent de remonter la pente en changeant au moins le message culturel, comme le montre le combat d'Obama pour la santé publique, véritable emblème de sa présidence, en dépit de toutes les difficultés et contradictions.

En Europe de l'Ouest, le système de protection sociale est encore capable de fournir aux peuples certains outils pour éviter l'effondrement et nous ne ressentons pas l'urgence de la situation comme l'exigerait la réalité. Voilà probablement une raison supplémentaire pour laquelle bien des gens dans le camp progressiste et démocratique ne réagissent pas.

Réagir n'est pas facile. Pour fournir une alternative positive à l'hégémonie culturelle du capitalisme, il faut dépasser un trop grand nombre d'aspects de notre histoire européenne progressiste et de gauche.

Non seulement le capitalisme brutal, mais aussi le socialisme, le communisme et la social-démocratie en Europe étaient fondés sur l'industrialisme, sur la domination et le gaspillage des ressources naturelles par les êtres humains, sur la normalisation de la diversité et des différences dans la communauté humaine et nationale.

De plus, même dans les mouvements ouvriers, pendant des dizaines d'années, personne n'a demandé d'où venait la richesse des États-nations d'Europe, la richesse utilisée pour la redistribution et la protection sociale; aujourd'hui, nous savons parfaitement qu'une grande partie venait et vient encore de l'exploitation des pays du Sud.

Se contenter de défendre le vieux modèle social européen ne suffit pas. C'est un rêve pour les hommes et les femmes d'Europe, et c'est un cauchemar pour l'environnement, le climat et les peuples du Sud.

Se contenter de dire que nous proposons une alternative ne suffit pas. Nous devons prouver que nous sommes crédibles. Ce n'est pas facile et les mouvements sociaux nous l'ont souvent dit et nous le redisent encore.

Parfois, il est plus crédible et sérieux de poser des questions que de fournir des réponses simplistes. Il faut poser les questions quand l'humanité affronte une période inédite de son histoire, en raison du changement climatique et des risques réellement encourus par la vie sur la planète que nul, dans la précédente culture de gauche, n'a jamais pris en compte.

À la recherche de nouveaux paradigmes

Au FSM de Belém, certaines organisations européennes ont engagé, avec les peuples indigènes, les sans patrie, les organisations sociales d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, un dialogue approfondi qui traverse maintenant la planète entière lors de différentes initiatives; elles ont essayé, chaque fois, d'impliquer les acteurs locaux et, autant que possible, de donner place aux différences politiques et culturelles.

Les initiateurs ont appelé ce processus « crise d'une civilisation hégémonique et recherche de nouveaux paradigmes ». La réflexion pour trouver un nom qui convienne a pris beaucoup de temps mais, une fois trouvé, ce nom revêt une grande signification.

L'histoire humaine a vu des conflits et des échanges entre différents modèles de civilisation. À travers les siècles, le modèle « gagnant » a toujours été fondé sur l'exploitation de la nature et de l'homme, la guerre, la violence et la normalisation.

L'Europe est parmi les gagnants dans l'histoire de la civilisation hégémonique. Si l'Europe veut trouver une perspective forte et crédible pour l'avenir, capable de convaincre les gens de bouger et de prendre eux-mêmes leur destin en main, nous devons partir de cela. Les cultures de gauche et progressistes doivent accepter, elles aussi, de se repenser elles-mêmes.

Il est indispensable de résister, mais ce n'est pas suffisant. Il est naturel et évident pour les organisations progressistes et de gauche de soutenir les luttes des travailleurs de l'industrie de toute l'Europe contre le démantèlement des usines. Ils devraient en faire encore plus en ce sens.

En même temps les syndicats et les travailleurs eux-mêmes savent bien qu'il est absurde, par exemple, de défendre la production intensive de voitures ou de défendre des usines chimiques qui provoquent des catastrophes.

Cependant ceux qui défendent leur travail et leurs droits fondamentaux ne peuvent se contenter de beaux discours. Il faut des projets concrets pour des alternatives positives. Quelle sorte d'économie, quel travail, quelles garanties sociales, quels droits et qui paiera ? Ce sont là des questions qui appellent des réponses. Et ce ne sont pas les mêmes pour l'ensemble de l'Europe du fait des différences de conditions sociales, économiques, géographiques et environnementales.

La caractéristique essentielle du FSE et de toutes les mobilisations sociales a été et reste encore de rassembler les diverses résistances sociales. Mais du fait que personne en Europe ne propose de projet alternatif crédible pour l'avenir, les mouvements sociaux et la société civile progressiste ne peuvent mieux faire.

Un nouveau projet pour l'Europe

Les expériences positives et les bonnes pratiques qui existent partout et en grand nombre dans tous les laboratoires locaux pour « vivre bien » en Europe ne sont pas utilisées et restent fragmentées. La plupart des idées nouvelles sont en vase clos. Pour empêcher que leur contenu ne se propage à une large échelle, ceux qui sont au pouvoir les présentent souvent comme une résistance aux intérêts des entreprises.

Aujourd'hui, il est important d'essayer de rassembler ces éléments épars pour construire, à partir de là, un nouveau projet pour l'Europe. Un nouveau projet—comme nous en avons tiré la leçon des terribles erreurs de l'histoire—ne visera pas à être homologué ; il sera pluriel et pluraliste. Mais un point de départ commun est nécessaire.

Il nous faut quelque part un espace où rassembler tous les fragments d'alternatives et essayer de les combiner, sans avoir peur de découvrir—comme ce sera sûrement le cas—que certains sont si contradictoires qu'ils s'excluent mutuellement.

Il pourrait sûrement être intéressant d'avoir, dès le tout début, un dialogue avec des cultures non hégémoniques comme le «bien vivre» des indigènes des Andes ou le «ubuntu» africain qui peuvent nous donner ce qui semble avoir disparu de notre modernité européenne, l'importance de la mémoire et de l'expérience des anciens, par exemple.

Les nouvelles lois constitutionnelles latino-américaines qui ont établi un nouveau modèle de démocratie fondé sur une combinaison de démocratie représentative directe et communautaire peuvent aider les Européens à mettre en question et affronter, d'un point de vue progressiste, la tendance à la désagrégation qui affecte un si grand nombre d'États-nations.

L'absence de tout espace public européen reconnu, global et solide, rend plus difficile une recherche européenne commune et globale pour une alternative crédible.

Un véritable espace public a besoin de citoyens. On connaît bien le déficit démocratique dans l'Union européenne dont témoignent les résultats du référendum sur le traité constitutionnel et la très faible participation aux dernières élections européennes. Aujourd'hui, l'Europe fait également face à une crise démocratique croissante à l'intérieur des frontières nationales de ses États.

En France et en Italie, les dernières élections locales et régionales (pour lesquelles, d'habitude, la participation citoyenne est la plus forte) ont connu une abstention de près de la moitié de la population. Alors que le Parlement européen a enfin gagné davantage de pouvoir et peut avoir plus d'influence sur la politique des commissions, il n'est élu que par 30% de la population de l'UE; et les parlements nationaux risquent de subir le même sort.

La participation des gens à la vie politique—qui était un trait spécifique des acquis démocratiques en Europe de l'Ouest—disparaît à une allure folle. Les relations entre les partis politiques et les citoyens se perdent dans de nombreux pays alors que, dans le même temps, la crise de représentation ouvre un espace immense aux tendances populistes et plébiscitaires.

L'Europe de l'Est, avec sa démocratie incomplète, apporte sa propre contribution à la diffusion de ces phénomènes négatifs.

Une citoyenneté vraiment européenne n'a jamais émergé, étant entendu que «citoyenneté» signifie davantage qu'une opinion publique commune. Un tel concept nécessite l'organisation démocratique du pouvoir. L'espace public européen indispensable à la construction d'une société civile transnationale et d'un peuple européen n'a jamais vu le jour.

Les seuls espaces publics démocratiques européens existants ont été constitués grâce à des expériences venues d'organisations sociales, de mouvements sociaux et d'une société civile organisée en dehors de la dynamique institutionnelle.

Malgré toutes les difficultés de la dernière période, le FSM est un de ceux-là, et l'un des plus importants. D'autres se trouvent dans les luttes des syndicats et travailleurs européens, le mouvement antiguerre, les luttes pour les droits des femmes et des immigrés, etc.

Ce qui est probablement nécessaire maintenant, c'est d'ancrer ces sortes d'espaces publics autonomes tout à la fois à la base et dans les institutions afin qu'ils sortent de l'espace cybernétique. Trop souvent la politique se réduit au virtuel.

Ancrer les espaces publics démocratiques profondément dans la société veut dire les relier à de vraies communautés, de vrais territoires, à l'espace réel où vivent les gens. Dans mon propre pays, les seules luttes capables de mettre en échec l'hégémonie néolibérale et de la droite sont celles qui impliquent des communautés entières au niveau de la base et qui visent à gagner les consciences des citoyens un à un sans se contenter de dire qu'elles représentent la volonté du peuple.

Le dangereux recul de la culture européenne populaire ne permet pas d'user de simplifications ou de faux-semblants.

Il faut revenir à un travail de base à l'intérieur des communautés, près des gens—de leurs peurs, de leurs colères, de leurs besoins—, surtout en direction de ceux qui ne possèdent pas les savoirs, les outils pour décoder les messages de propagande des pouvoirs en place. Il faut revenir à la politique comme instrument d'éducation populaire et d'émancipation collective et personnelle, comme c'était le cas pour la gauche à ses débuts.

Ancrer l'espace public démocratique profondément dans la population signifie relier plus que jamais l'espace public autonome et indépendant construit par les mouvements sociaux et la société civile au cadre institutionnel existant.

Il est vraiment contre-productif de réserver le nouvel espace de dialogue civil établi par le Traité de Lisbonne au seul *lobby* de la société civile organisé à Bruxelles et à Strasbourg.

Ainsi en 2010, la Commission décidera comment appliquer l'article 11 du traité qui inscrit la démocratie participative et le dialogue public comme composantes fondamentales de la démocratie dans l'UE. Elle est en train de débattre de la réglementation de ce qu'on appelle «l'initiative civique» : la possibilité de rassembler un million de signatures pour demander à la Commission de débattre de certains sujets spécifiques.

Les institutions européennes sont de celles qui décident d'une grande partie de notre avenir. La société civile indépendante, comme les organisations so-

ciales, doivent s'imposer avec force dans la construction européenne et exiger le respect du droit, qui est le leur, de participer au débat.

Enfin—mais c'est important—il est impossible de construire un espace public européen sans prendre en compte les sociétés et pays d'Europe de l'Est. Il y a encore un grand mur invisible entre les deux parties du continent, et l'approche paternaliste, colonialiste n'est pas seulement l'apanage des chantages du marché et des hommes d'affaires.

Même à l'intérieur de la société civile progressiste et des mouvements sociaux de gauche, l'Europe signifie l'Europe de l'Ouest, les vieilles et solides démocraties, les lois démocratiques constitutionnelles et la résistance antinazie, antifasciste.

L'histoire de l'autre partie de l'Europe est ignorée et oubliée. Ainsi nous ne comprenons pas ce qui peut se passer là-bas. Et ce qui se passe à l'Est aura une influence déterminante sur notre destin commun, que nous le voulions ou non.

Conclusion

En conclusion : la situation en Europe est difficile. Dans le passé, chaque fois que les Européens ont été dispersés, désorientés, frustrés et manipulés, ça s'est très mal passé. C'est pourquoi il nous faut prendre cette question avec le plus grand sérieux.

Nous devons regarder la réalité en face, chercher des alliés, pour ne pas être isolés. Nous devons nous impliquer complètement dans le débat en essayant de nous adresser à toutes les tendances qui rejettent le populisme, le racisme et le fléau du sentiment d'insécurité qui affectent une grande partie des gens dans nos pays. Nous devons nous battre pour des questions communes fondamentales en évitant la compétition entre nous et en engageant un véritable dialogue entre approches différentes. Nous devons essayer de commencer par poser les bonnes questions parce que personne ne détient la vérité et que ce qu'il nous faut c'est chercher ensemble.

Sans cet engagement commun et l'effort déterminé de tous, il est difficile d'imaginer dans l'état actuel des choses que le forum social puisse surmonter ses difficultés. Le forum européen représente la situation européenne. Il est impossible de dépasser ses difficultés sans prendre en compte les raisons profondes de sa faiblesse.

Il y a en Europe des forces sociales et culturelles progressistes qui s'intéressent à ce genre de débat. Peut-être est-il temps de renforcer les liens et de commencer le débat.